

Jeux d'argent en ligne: répression ou régulation ?

Afin d'empêcher les internautes d'encaisser les gains gagnés sur des sites de jeux d'argent en ligne étrangers, le gouvernement préparerait plusieurs amendements.

Ces derniers seront présentés dans le cadre de la loi de prévention de la délinquance. Deux pistes sont évoquées, le filtrage des sites de jeux, et le blocage des gains obtenus sur des sites dits « illégaux ».

Seulement de telles mesures ne résoudront en rien le problème de l'inégalité de traitement. Le sénateur UMP du Var, François Trucy a d'ailleurs fait publier un rapport qui met en exergue ces fameuses disparités entre les différents acteurs du secteur.

Dans ce document il dénonce « les disparités de traitement », entre les casinos qui ne peuvent en aucun cas exploiter le nouveau filon incarné par la Toile, et le PMU et la Française des Jeux qui eux sont bien représentés sur le Net.

Qui plus est, les casinos sont soumis à la plus lourde fiscalité du secteur, ces derniers reversent **90%** des sommes gagnées aux joueurs contre **60%** pour la FDJ.

Pour toutes ces raisons, le sénateur François Trucy réclame depuis longtemps la création d'une autorité de régulation du secteur. La situation serait de plus en plus critique pour les casinos, le groupe Tranchant a ainsi fermé deux établissements, et Barrière dénonce une pression croissante des communes. Ces deux groupes réclament le droit de créer des sites de jeux en ligne, mais l'État reste vigilant et souhaite encadrer le jeu tout en protégeant les accros du jeton mais aussi ses propres intérêts?

En attendant, les objectifs du gouvernement risquent de se heurter aux vues de la Commission Européenne qui vient de lancer une enquête sur la légalité des monopoles de la Française des Jeux et du PMU.

Betway : « le monopole est illégal » Spécialisé dans les paris en ligne, Betway est présent depuis avril dernier dans 11 pays européens dont la France. Relativement tranquille pendant quelques mois, le site s'est attiré les foudres de l'Etat depuis qu'un de ses concurrents a commencé à faire de la pub sur les maillots des joueurs de foot de Ligue 1. Les pressions ont alors commencé à s'exercer, l'Etat arguant que les paris sont monopoles d'Etat. « Nous maintenons que le pari en ligne est légal en France. Il entre dans le cadre de la libre circulation des services en Europe. Les jeux d'argent font partie des services », explique un représentant de la direction générale de Betway. Pour justifier le monopole, l'Etat met en avant la protection des joueurs. « Un argument fallacieux », selon Betway. « Nous sommes responsables et avons une ligne de conduite claire qui a pour objectif d'encadrer le jeu et le joueur. Nous n'avons attendu personne pour mettre en pratique cette politique. Notre prévention de l'addiction est meilleure que d'autres ». Betway exige donc que la France se plie aux règles européennes, et qu'une organisation commune soit mise en place. « Une levée du monopole doperait le marché, notamment celui de la publicité. Mais si la France met en place des règles empêchant les joueurs français de parier ou d'encaisser leurs gains, nous serons forcés de partir ».